

Cote du document: EB 2010/101/R.24/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 14 b) ii)
Date: 15 décembre 2010
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République-Unie de Tanzanie pour le

Programme d'appui à l'infrastructure de commercialisation, à l'ajout de valeur et à la finance rurale

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Samuel Eremie
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 339 749 6204
courriel: s.eremie@ifad.org

Mwatima Juma
Responsable de programme dans le pays
téléphone: +255 754 536 630
courriel: m.juma@ifad.org

Transmission des documents:

Liam F. Chicca
Fonctionnaire responsable des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2462
courriel: l.chicca@ifad.org

Conseil d'administration — Cent unième session
Rome, 14-16 décembre 2010

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Carte de la zone du programme	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation pour approbation	1
I. Le programme	1
A. Principal créneau de développement visé par le programme	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	3
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	4
F. Composantes et catégories de dépenses	4
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	5
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6

Annexe

Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
---	---

Appendices

I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

AGRA	Alliance pour une révolution verte en Afrique
BAfD	Banque africaine de développement
PDSA	Programme de développement du secteur agricole
PDSCPA	Programme de développement des systèmes de commercialisation des produits agricoles
PSFR	Programme de services financiers ruraux

Carte de la zone du programme

The United Republic of Tanzania

Marketing Infrastructure, Value Addition and Rural Finance Support Programme (MIVARF).



12-1-2010



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République-Unie de Tanzanie

Programme d'appui à l'infrastructure de commercialisation, à l'ajout de valeur et à la finance rurale

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République-Unie de Tanzanie
Organisme d'exécution:	Bureau du Premier Ministre
Coût total du programme:	169,46 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	59,4 millions de DTS (équivalant approximativement à 90,59 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinanceurs:	Banque africaine de développement (BAfD) Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) Autres cofinanceurs éventuels
Montant du cofinancement:	BAfD: 62,92 millions d'USD AGRA: 6,92 millions d'USD Autres cofinanceurs éventuels: 2 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Financement parallèle, axé sur les composantes identifiées
Contribution de l'emprunteur:	3,75 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	0,18 million d'USD (hors contribution en liquide aux activités des entreprises) Districts: 3,10 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA, la BAfD et l'AGRA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République-Unie de Tanzanie pour le Programme d'appui à l'infrastructure de commercialisation, à l'ajout de valeur et à la finance rurale, telle qu'elle figure au paragraphe 37.

Proposition de prêt à la République-Unie de Tanzanie pour le Programme d'appui à l'infrastructure de commercialisation, à l'ajout de valeur et à la finance rurale

I. Le programme

A. Principal créneau de développement visé par le programme

1. Bien que l'agriculture soit reconnue en République-Unie de Tanzanie comme un moteur important de la croissance, son potentiel n'est pas encore suffisamment exploité pour entraîner une réduction sensible de la pauvreté, en premier lieu parce que les petits producteurs n'ont qu'un accès limité aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur. Le FIDA a appuyé l'exécution de deux projets pilotes pour remédier aux problèmes que pose le financement rural et la commercialisation – le Programme de services financiers ruraux (PSFR) et le Programme de développement des systèmes de commercialisation des produits agricoles (PDSCPA). Le programme proposé transposera à l'échelle nationale certaines des activités menées avec succès dans le cadre de ces deux programmes antérieurs, en tenant compte de l'évaluation intérimaire réalisée par le FIDA et de la demande présentée par l'emprunteur au FIDA et à la Banque africaine de développement (BAfD). Il favorisera ainsi un meilleur accès aux services financiers et aux marchés tout en encourageant le développement du secteur privé.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République-Unie de Tanzanie un prêt d'un montant de 59,4 millions de DTS (équivalant approximativement à 90,59 millions d'USD), à des conditions particulièrement favorables, pour contribuer au financement du Programme d'appui à l'infrastructure de commercialisation, à l'ajout de valeur et à la finance rurale. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. L'emprunteur a demandé que les coûts raisonnables correspondant aux impôts et droits (estimés à 3,7 millions d'USD) soient inclus dans les dépenses financées par le FIDA. Cela favorisera les économies et l'efficacité pour les activités fiduciaires et opérationnelles, notamment, mais pas seulement, sur le plan des flux de fonds et de la communication des informations. L'expérience des projets et programmes déjà financés par le FIDA dans ce pays montre que l'emprunteur ne dispose pas des capacités nécessaires pour apporter en temps voulu des fonds suffisants pour prendre en charge les impôts et droits ou pour les rembourser rapidement si le programme ou le projet avance les montants dus au moyen du produit du prêt du FIDA. Cet obstacle porte gravement préjudice à la mise en œuvre des programmes et projets et pose des problèmes fiduciaires à l'emprunteur. Ce dernier affirme par ailleurs que la législation ne lui permet pas d'exonérer le projet de tout impôt. En l'occurrence, le FIDA suit la démarche appliquée par la Banque mondiale en matière de financement des impôts. La direction s'est assurée que les paramètres de financement de la Banque mondiale

pour la République-Unie de Tanzanie permettent le financement des impôts et droits, et en pratique la Banque se charge d'appliquer ces paramètres.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour la République-Unie de Tanzanie au titre du SAFP est de 91,0 millions d'USD sur les trois ans du cycle 2010-2012 et n'a jusqu'à présent fait l'objet d'aucun engagement. La quasi-totalité en sera utilisée pour ce prêt.

Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

4. L'allocation pour les dépenses à moyen terme pour les cinq prochaines années devrait être de 388 047 301 USD pour le Programme de développement du secteur agricole (PDSA). Pour la période 2009-2010 les montants alloués sont les suivants: i) PDSA: 112 171 795 USD; ii) PSFR: 2 816 799 USD; et iii) PDSCPA: 3 425 000 USD.

Corrélation avec les approches nationales sectorielles ou d'autres instruments de financement conjoints

5. Du fait qu'il est axé sur les activités menées par le Bureau du Premier Ministre pour transposer à l'échelle supérieure les composantes du PSFR et du PDSCPA qui ont trait à la finance rurale et à la commercialisation, et en vue de renforcer le secteur privé, le programme bénéficie du financement conjoint de la BAfD et de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), qui n'entre pas dans le cadre du fonds général du PDSA tout en relevant de ce dernier.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

6. Le niveau de la dette extérieure de la République-Unie de Tanzanie n'est pas très élevé. Fin décembre 2009, l'endettement national était de 9,7 milliards d'USD, dont 7,8 milliards d'USD (80%) pour la dette extérieure. Le ratio dette extérieure/PIB du pays s'établit à environ 25% et le service de cette dette a représenté 1% des exportations de biens et de services durant le dernier trimestre de 2009. Ces chiffres sont sensiblement inférieurs aux seuils indicatifs d'endettement pour la République-Unie de Tanzanie.

Flux de fonds

7. Les fonds mis à disposition par le FIDA, la BAfD et l'AGRA seront versés sur trois comptes spéciaux distincts ouverts auprès de la Banque de Tanzanie. À partir des comptes spéciaux, les fonds du FIDA transiteront par le compte de trésorerie avant leur transfert sur les comptes du programme aux niveaux national et local. La contribution du FIDA au mécanisme de partage des risques sera débloquée par anticipation, conformément à un accord entre le gouvernement et l'AGRA.

Modalités de supervision

8. Le FIDA, la BAfD et l'AGRA superviseront directement le programme. Le cadre de supervision sera défini durant la négociation à venir du prêt.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

9. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

10. Le recul de la République-Unie de Tanzanie dans l'indice de perception de la corruption de Transparency International, passant de 3,0 en 2008 à 2,6 en 2009, souligne la nécessité de formuler des mesures correctives dès le stade de la conception du programme. Le cadre de gouvernance qui sera convenu avec l'emprunteur durant les négociations devrait contenir les mesures suivantes: i) des efforts intensifs pour sensibiliser les parties prenantes dès le démarrage du programme; ii) des mécanismes de réclamation; iii) une forte participation des parties prenantes locales à la planification du programme et aux activités des comités de sélection des bénéficiaires, à l'attribution des contrats, ainsi qu'au suivi et à l'évaluation, pour les encourager à exiger que des comptes soient rendus; et

iv) si nécessaire, des audits techniques et spécialisés pour réduire au minimum le risque de corruption. Les mesures feront l'objet d'un suivi étroit lors des missions de supervision et des examens à mi-parcours.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

11. Le ciblage aux termes du programme est conforme à la Politique du FIDA en matière de ciblage et vise à atteindre: les petits agriculteurs, éleveurs et pêcheurs; les petits entrepreneurs, les petits commerçants et les petits artisans ruraux; les institutions de microfinancement locales; les groupes s'occupant de transformation et de commercialisation; et les femmes. Près de 500 000 ménages ruraux dans les catégories ci-dessus devraient directement bénéficier du programme.

Méthode de ciblage

12. Des stratégies d'auto-ciblage seront associées à des critères d'admissibilité transparents pour les bénéficiaires afin de veiller à ce que les avantages du programme profitent aux ruraux pauvres productifs. Les critères d'admissibilité ont été définis pour la sélection des régions et des districts, le niveau de pauvreté étant l'un des facteurs pris en compte, et pour celle des groupements d'intérêt économique ruraux, l'accent étant mis sur l'appropriation et la contribution au coût des activités du programme.

Participation

13. Les efforts resteront principalement axés sur l'autonomisation des groupes de producteurs et des institutions de microfinancement pour améliorer l'accès des agriculteurs aux services financiers et aux marchés.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

14. L'objectif de développement consiste à améliorer durablement les revenus et la sécurité alimentaire du groupe cible en développant l'accès accru aux services financiers et aux marchés.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

15. Le programme facilitera la mise en œuvre de la stratégie de développement du secteur agricole, qui envisage de parvenir, d'ici à 2025, à une agriculture "modernisée, commerciale, hautement productive et rentable". Les résultats institutionnels attendus du programme sont notamment les suivants: des changements systémiques au sein des banques commerciales participantes, avec des capacités renforcées de prêt durables en faveur de l'agriculture; des institutions de microfinancement rural consolidées, avec des systèmes de gouvernance et de gestion améliorés; des groupes de producteurs et de commercialisation efficaces, obtenant des revenus plus élevés grâce à un accès accru aux marchés; et des synergies accentuées entre les activités de commercialisation agricole et de financement rural financées par différents partenaires.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

16. Le programme appuie trois des objectifs stratégiques énoncés dans le Cadre stratégique du FIDA 2007–2010, à savoir l'amélioration de l'accès des femmes et des hommes ruraux: i) aux services financiers; ii) aux marchés agricoles; et iii) aux possibilités d'emplois non agricoles et de création d'entreprises. Il est également conforme au principe qui sous-tend les objectifs stratégiques consistant à développer l'innovation, l'apprentissage et l'application à plus grande échelle, parallèlement à des partenariats efficaces au profit de la réduction de la pauvreté rurale. Le programme complète naturellement l'investissement de 92 millions d'USD réalisé par le FIDA dans le fonds général du PDSA en vue de perfectionner les technologies et les services agricoles. Il mettra aussi en œuvre les deux objectifs

restants du programme d'options stratégiques 2007-2013 pour la République-Unie de Tanzanie, qui sont de garantir un accès accru: i) à une gamme étendue de services financiers durables; et ii) aux marchés des intrants et des produits agricoles et à des perspectives commerciales pour les entreprises rurales.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

17. *Kilimo Kwanza* ("L'agriculture d'abord") est le cadre multisectoriel du gouvernement pour une révolution agricole en République-Unie de Tanzanie. Le programme proposé tient dûment compte des quatre piliers de ce cadre – financement, incitations à l'investissement privé, industrialisation et développement de l'infrastructure – qui ne peuvent pas être pleinement mis en œuvre en recourant au fonds général du PDSA.

Harmonisation avec les partenaires du développement

18. Le programme consolidera le partenariat du FIDA avec la BAfD et l'AGRA sur la base de mémorandums d'accord signés entre ces organismes. La direction du FIDA a accepté, comme le préférerait le gouvernement, que le prêt appuie l'initiative *Kilimo Kwanza* et complète la contribution significative que le Fonds a déjà apportée au fonds général du PDSA.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

19. Le programme comprend trois composantes: i) infrastructure et systèmes de commercialisation; ii) finance rurale; et iii) coordination du programme.

Catégories de dépenses

20. Les rapports de conception du projet seront mis à jour pour prendre en compte les modifications du financement du programme et des catégories de coût. Les impôts et droits à inclure dans le montant du financement du FIDA s'élèvent à 3,7 millions d'USD, soit 4% du prêt.

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

21. Le principal partenaire d'exécution sera le Bureau du Premier Ministre en tant qu'organisme chef de file. Les autres entités désignées en tant que parties au programme/partenaires d'exécution sont notamment, mais pas seulement, les suivantes: coordonnateurs à l'échelon de la région et du district, Banque de Tanzanie, Fonds d'affectation spéciale pour le développement du secteur financier (FSDT) et AGRA.

Responsabilités en matière d'exécution

22. L'équipe de coordination du programme, au sein du Bureau du Premier Ministre, est responsable de la coordination d'ensemble du programme, tandis que les administrations régionales et de district coordonnent et suivent les activités à leurs niveaux respectifs. Le gestionnaire du Fonds gère le mécanisme de partage des risques et le FSDT s'occupe de la mise en œuvre du fonds pour l'innovation.

Rôle de l'assistance technique

23. L'AGRA fournira un appui technique au mécanisme de partage des risques. Une assistance technique locale conséquente sera recrutée selon les procédures nationales.

Situation des principaux accords d'exécution

24. Le manuel d'exécution du programme servira de guide pour les aspects clés de la mise en œuvre. Le comité de pilotage du programme donnera des orientations de politique générale, tandis que l'équipe de coordination du programme préparera les accords à conclure avec les partenaires d'exécution et coordonnera la mise en œuvre.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

25. Le coût total du programme est de 169,46 millions d'USD sur sept ans. Les sources de financement sont le FIDA (53,5%), la BAfD (37,1%), l'AGRA (4,1%), le gouvernement, les districts et les bénéficiaires (4,1%), ainsi que d'autres cofinanceurs éventuels (1,2%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du programme

26. Le programme améliorera la production et les revenus des agriculteurs par le biais d'une amélioration des prix sur les marchés, des installations de stockage et de la valorisation de leurs produits. Les activités de renforcement des capacités et l'accès accru aux services financiers entraîneront une meilleure gestion des finances des ménages et des microentreprises par les exploitants, ainsi qu'une augmentation des investissements dans les activités productives. Les avantages institutionnels incluront des groupes d'agriculteurs bien organisés et une capacité plus grande des acteurs du secteur privé à administrer le système de reçus d'entrepôt dans l'intérêt des paysans.

Viabilité économique et financière

27. Le programme se justifie sur le plan économique par un taux de rentabilité interne estimé à 20% et une valeur actuelle nette de 103,5 millions d'USD. L'analyse de sensibilité indique une bonne viabilité économique. Le programme restera viable si la hausse des coûts ne dépasse pas 81% et la baisse des avantages en découlant reste en deçà de 45%. Un retard de deux ans réduirait le taux de rentabilité économique à 17%.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

28. Une sous-composante concernant la gestion des savoirs et la communication, en lien étroit avec le système de planification, de suivi et d'évaluation, a été incorporée au programme sur la base d'une évaluation de la performance de l'équipe chargée du programme de pays en République-Unie de Tanzanie dans le domaine de la gestion des savoirs. Cette sous-composante vise à systématiser la création, l'analyse, la préparation de documents, l'utilisation et le partage des connaissances afin d'améliorer la performance du programme. Le système de gestion des savoirs sera mis au point en consultation avec le groupe de travail thématique du PDSA sur la communication, de manière à garantir la complémentarité avec le PDSA et de faciliter la transposition des enseignements dans son contexte.

Innovations en matière de développement

29. Le programme encouragera les bénéficiaires à prendre les activités en charge et à contribuer à leurs coûts, ainsi que le recours à des critères d'admissibilité transparents pour sélectionner les bénéficiaires. Il favorisera également le recrutement de diplômés du district en tant que prestataires de services au sein de leurs propres communautés afin de réduire le coût de la prestation autrement fournie par des professionnels basés dans les grandes villes de la République-Unie de Tanzanie et loin des bénéficiaires ciblés.

Approche d'élargissement

30. Le programme transposera les bons résultats du PSFR et du PDSCPA au-delà des huit régions concernées par chacun des programmes, mais la participation d'autres districts sera subordonnée au respect des critères arrêtés.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

31. Le programme est confronté à trois risques majeurs: i) la gouvernance médiocre et la corruption; ii) des marchés restreints; et iii) une participation insuffisante des banques commerciales au mécanisme de partage des risques. Les mesures

d'atténuation prévues sont les suivantes: i) élaboration d'un cadre de gouvernance tel que décrit au paragraphe 10 ci-dessus; ii) renforcement des capacités des agriculteurs afin qu'ils puissent adapter leur production à la demande des marchés et discussion avec le gouvernement au sujet des restrictions commerciales, notamment du fait de l'entrée en vigueur du Marché commun de l'Afrique orientale et australe; et iii) renforcement des capacités et autres mécanismes d'incitation pour les banques commerciales participantes.

Classification environnementale

32. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le programme a été classé en catégorie B car il n'est pas susceptible de nuire sensiblement à l'environnement.

K. Durabilité

33. La viabilité commerciale est un critère de sélection clé pour les sous-projets qui doivent être financés par l'intermédiaire du mécanisme de partage des risques. Le rapprochement des activités concernant le secteur agroalimentaire et la commercialisation, d'une part, et de l'accès amélioré aux services financiers, de l'autre, a également pour but d'accroître la durabilité commerciale. Pour assurer la pérennité des organisations, les groupes de producteurs seront renforcés pour qu'ils puissent conserver leurs rôles de production et de commercialisation collective tout en saisissant les nouvelles possibilités commerciales qui verront le jour. Des stratégies de retrait, une rentabilité, un impact et une durabilité avérés constituent des critères de sélection pour les institutions financières qui bénéficieront d'un appui. Un taux de rentabilité économique solide fait également de la durabilité des activités du programme une hypothèse raisonnable.

II. Instruments juridiques et autorité

34. Un accord de financement entre la République-Unie de Tanzanie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
35. La République-Unie de Tanzanie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
36. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

37. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République-Unie de Tanzanie un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à cinquante-neuf millions quatre cent mille droits de tirage spéciaux (59 400 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport. Le Fonds ne demandera pas au Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie de mettre à disposition des fonds de contrepartie afin de prendre en charge les coûts raisonnables correspondant aux impôts et droits auxquels le projet est susceptible d'être assujéti.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Marketing Infrastructure, Value Addition and Rural Finance Support Programme (MIVARF)"

(Negotiations concluded on 7 December 2010)

Loan Number: _____

Programme Title: Marketing Infrastructure, Value Addition and Rural Finance Support Programme

(the "Programme")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund")

and

The United Republic of Tanzania (the "Borrower")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS, the Borrower and the African Development Bank ("AfDB") shall enter into a Financing Agreement (the "AfDB Financing Agreement") to provide financing for the Programme;

WHEREAS, the Borrower and the Alliance for a Green Revolution in Africa ("AGRA") shall enter into a Financing Agreement (the "AGRA Financing Agreement") to provide financing for the Programme; and

WHEREAS, the Borrower has requested the Fund to provide financing for the Programme.

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1 The amount of the Loan is fifty-nine million, four hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 59 400 000).

2 The Loan is granted on highly concessional terms.

3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States Dollar.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 February and 15 August.
6. One designated account shall be opened in the Bank of Tanzania by the Borrower for the purpose of receiving the Financing.
7. There shall be a Programme Account (the "TIRSAL Programme Account") managed by AGRA in a reputable commercial bank in Tanzania for the implementation of the Tanzanian Incentive-Based Risk Sharing System for Agricultural Lending (TIRSAL).

Section C

1. The Lead Programme Agency shall be the Prime Minister's Office ("PMO").
2. The following designated as additional Programme Parties/Implementing Partners, include but are not limited to, Regional and district level coordinators, Bank of Tanzania (BoT), Financial Sector Deepening Trust (FSDT), and AGRA.
3. The Programme Completion Date shall be the seventh anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Loan shall be administered by the Fund and the Programme shall be supervised jointly by the Fund, AfDB and AGRA.

Section E

1. The following are designated as additional conditions precedent to withdrawal:
 - (a) Recruitment of key staff for the Programme Coordinating Team (PCT);
 - (b) With respect to TIRSAL, a signed copy of the memorandum of understanding between the Borrower and AGRA shall have been provided to the Fund for the purposes of withdrawals in respect of related eligible expenditures against Categories II and IV of the allocation table in Schedule 2.
2. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Recipient:

The Minister of Finance
Madaraka Avenue
P.O. Box 9111
Dar es Salaam, Tanzania

This agreement, dated _____, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

For the Fund

For the Borrower

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. Target Population. The Programme shall benefit about 500 000 households of smallholder farmers, livestock farmers and fishers, small rural entrepreneurs, traders and artisans, processing and marketing groups, grassroots microfinance institutions, with a special focus on women in the rural areas of mainland Tanzania and Zanzibar.

2. Goal. The goal of the Programme is to contribute to the reduction of poverty in the rural areas of Tanzania.

3. Objectives. The objective of the Programme is to enhance the incomes and food security of the target group on a sustainable basis through increased access to financial services and markets.

4. Components. The Programme shall consist of the following three Components and their associated subcomponents:

4.1 Marketing Infrastructure and Systems Component

(a) Marketing infrastructure subcomponent (financed by AfDB) aims at providing improved marketing infrastructure and building the capacity of government staff and community infrastructure committees for sustainable management of the facilities.

(b) Value addition subcomponent (financed by AfDB) is designed to demonstrate and disseminate post-harvest processing technologies for food crops, to promote entrepreneurship and link processors with finance providers for value addition investments.

(c) Producer empowerment and market linkages subcomponent (financed by the Fund and AGRA) aims at expanding the warehouse receipt system, building the capacity of producer and marketing groups, facilitating linkages between farmer groups and markets, and supporting market information systems.

4.2 Rural Finance Component

(a) Grassroots financial services subcomponent (financed by the Fund) aims at building the capacity of informal financial institutions and Savings and Credit Cooperative Societies (SACCOS) to consolidate them into viable, sustainable entities, supporting selected Micro Finance Institutions (MFIs) to expand their rural outreach, and supporting selected community banks as alternative rural financial service providers. The subcomponent also aims at supporting the Tanzania Cooperative Development Commission and the Department of Cooperatives in Zanzibar to enhance the implementation of the Cooperative Reform and Modernization Programme.

(b) Rural financial systems development subcomponent (financed by the Fund and AGRA) aims at increasing the access of rural producers and entrepreneurs to financial services by commercial banks, testing new approaches, methods and services in rural areas for the benefit of the target group, improving the legal and policy framework for rural micro finance, and integrating knowledge management into the programme.

4.3 Programme Coordination Component (financed by the Fund and AfDB) is designed to ensure efficient and effective programme management to achieve the development objective.

II. Implementation Arrangements

5. The PCT in the PMO is responsible for overall programme coordination, while the regional and district administrations coordinate and monitor activities at their respective levels. The PCT shall be responsible for coordinating the preparation of the joint annual work plan and budget (AWPB), collection of baseline information, progress monitoring, financial management, including the processing of withdrawal applications, technical facilitation of implementation, ensuring synergy and coordination with relevant projects, especially the Agricultural Sector Development Programme (ASDP) and knowledge management. To facilitate smooth take off of implementation, it is agreed that some key staff of the PCT will be competitively selected from the ongoing projects and be in place before programme disbursement effectiveness. The Programme Steering Committee (PSC) will provide policy-related guidance while in Zanzibar, the Inter-Sectoral Steering Committee (ISSC) chaired by the Principal Secretary of the Ministry of Agriculture, and Natural Resources (MANRE) will have oversight over programme implementation. The ISSC will be represented in the PSC to ensure effective coordination of programme activities in Zanzibar and the Mainland. A smaller PCT will be established under MANRE in Zanzibar.

6. The implementation arrangements for the components shall be as follows:

6.1 Marketing Infrastructure and Systems Component – the three subcomponents will have the following implementation arrangements:

(a) The Marketing Infrastructure subcomponent and the Value Addition subcomponent (financed by AfDB) shall be managed by the PCT which shall be responsible for the procurement of the works, goods and services based on AfDB's Standard Bidding Documents.

(b) The Producer Empowerment and Market Linkages subcomponent will be implemented mainly by farmer groups, warehouse managers, collaborating commercial banks and SACCOS, and private sector partner agencies recruited through a competitive bidding process by the PCT and the districts.

6.2 Rural Finance Component – the two subcomponents will be implemented as follows:

(a) Under the Grassroots Financial Services subcomponent, training support to informal groups, SACCOS and MFIs will be through informal finance promoters, NGOs and other contracted service providers. The support to existing community banks will be given through providers recruited by the Community Bank Association (CBA) on the basis of proposals by the community banks. Support to the CBA secretariat will be through a grant expressed as a percentage of its three year business plan and on a declining basis since it is expected to generate additional income through increased membership. Support to the cooperative departments in the Mainland and Zanzibar will be through requests approved in the AWPB.

(b) For the Rural Financial Systems Development subcomponent, the funds for TIRSAL will be disbursed directly by the Fund to the TIRSAL Programme Account, which is managed by AGRA, in accordance with the provisions laid out in the memorandum of understanding entered into between the Borrower and AGRA. The FSDT will manage the rural innovation fund and the financial literacy activities based on its experience in screening applications for innovations and its mandate, along with the BoT for financial

literacy and consumer protection. Support for the legal and policy framework for rural finance will be provided to the relevant institutions on the basis of approved AWPBs. The research activities will be coordinated by the PCT and funding for the activities will be based on successful proposals screened by a consortium that also includes representatives of the financial sector. All programme implementers will be responsible for documentation, knowledge sharing and networking supported by the PCT and the regional knowledge management officers. The annual stakeholder workshop in Zanzibar will be conducted by the President Office, Finance, Economy and Development Planning.

7. Programme Implementation Manual. The PCT shall review the draft Programme Implementation Manual (PIM), including a Financial Management Manual, and will forward it to the Fund for comments and no objection.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage
I. Equipment, Vehicles and Motor Cycles	3 320 000	100%
II. Rural Finance Funds	14 570 000	100% net of AGRA and other Financier Contribution
III. Service Providers, Training and Capacity Building	14 720 000	100% net of AGRA Contribution
IV. Technical Assistance and Studies	15 160 000	100% net of AGRA Contribution
V. Recurrent costs		
(a) Salaries and allowances	2 880 000	100%
(b) General Operating costs	2 530 000	100%
Unallocated	6 220 000	
TOTAL	59 400 000	

2. *Start up Costs.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs (in Categories III and V) incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of SDR 255 000.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme:

Governance Framework. A governance framework to minimize the potential for corruption shall be included in the Programme Implementation Manual and maintained during programme implementation. The framework shall incorporate important transparency measures, participation of civil society, complaint mechanisms and accountability measures, and additional measures such as forensic and technical audits when necessary.

Key reference documents

Country reference documents

- Bank of Tanzania. *Economic Bulletin for the quarter ending March 2009*, 2009
- Bank of Tanzania. *Economic Bulletin for the quarter ending December 2009*, 2010
- International Monetary Fund (IMF). *Country Report No. 09/336*, December 2009
- Ministry of Finance and Economic Affairs. *Poverty and Human Development Report 2009*, December 2009
- Ministry of Finance and Economic Affairs. *National Strategy for Growth and Reduction of Poverty (NSGRPII)*, March 2010 (Draft)
- Ministry of Industry, Trade and Marketing. *Agricultural Marketing Policy*, December 2008
- National Bureau of Statistics. *Agricultural Sample Survey 2003*. 2007
- National Bureau of Statistics. *Household Budget Survey 2007*, 2009
- Planning Commission. *The Tanzania Development Vision 2025*
- Revolutionary Government of Zanzibar. *Food Security and Nutrition Situational Analysis*, 2006
- Revolutionary Government of Zanzibar. *Household Budget Survey 2004/05*
- Revolutionary Government of Zanzibar. Office of the Chief Government Statistician, *Socioeconomic Survey 2008*
- Revolutionary Government of Zanzibar. *Successor Strategy for Growth and Reduction of Poverty (MKUZAII)*, May 2010 (draft)
- Revolutionary Government of Zanzibar. *Zanzibar Strategy for Growth and Reduction of Poverty*, January 2007
- Tanzania. *Agricultural Sector Development Strategy*, October 2001
- Tanzania Development Partners Group. *Tanzania Joint Programme Document*, December 2006
- Tanzania National Business Council (TNBC). *Kilimo Kwanza: Towards Tanzanian Green Revolution*, June 2009
- Tanzania. *Vulnerability and resilience to poverty 2002/03, Tanzania Participatory Poverty Assessment: Main Report*, 2004
- Vice President's Office. *National Strategy for Growth and Reduction of Poverty (NSGRP)*, June 2005

IFAD reference documents

- IFAD. *Country Programme Evaluation*, Tanzania. 2003
- IFAD. *Country Strategic Opportunities Programme for Tanzania 2007-13*, September 2007
- IFAD. *Lessons of Experience of IFAD Assisted Projects/Programmes in Tanzania*, March 2007
- IFAD Office of Evaluation. United Republic of Tanzania, *Rural Financial Services Programme and Agricultural Marketing Systems Development Programme Interim Evaluation*, Report No. 2256-TZ, September 2010

Other miscellaneous reference documents

- AfDB and IFAD. *Memorandum of understanding between the International Fund for Agricultural Development and the African Development Bank and the African Development Fund*, February 2008
- AfDB and IFAD. *Towards purposeful partnerships in African agriculture: a joint evaluation of the agriculture and rural development policies and operations*. April 2010
- FAO, IFAD, WFP and AGRA. *Memorandum of understanding between the Food and Agriculture Organization (FAO), the International Fund for Agricultural Development (IFAD), the World Food Programme (WFP) and the Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA)*, June 2008
- Financial Sector Deepening Trust (FSDT). *FinScope 2009*, 2010
- International Monetary Fund (IMF). *Tanzania: the story of an African transition*, 2009
- Mo Ibrahim Foundation. *2009 Ibrahim Index of African Governance*, 2009
- United Nations Development Programme. *Human Development Report 2009*, 2009
- USAID and FEWSNET. *Tanzania Food Security Update*, July 2010

Logical framework

NARRATIVE SUMMARY	VERIFIABLE INDICATORS	SOURCES OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS AND RISKS
Overall Goal Contribute to poverty reduction and accelerated economic growth on a sustainable basis in rural Tanzania	<ul style="list-style-type: none"> - 7% reduction in income poverty in rural areas* (MKUKUTA II expects 17% reduction from 37.6% in 2007 to 20.4% in 2015* - 5% reduction in the prevalence of child malnutrition from the 2005 baseline* (MKUKUTAII targets proportion of underweight children to reduce from 22% in 2004/05 to 14% by 2015, and for stunted children from 38% to 22% 	<ul style="list-style-type: none"> - MKUKUTA/MKUZA and MDG Progress and Monitoring Reports - Demographic and Health Surveys conducted by the National Bureau of Statistics. 	
Programme Development Objective To enhance incomes and food security of the target group on a sustainable basis	<ul style="list-style-type: none"> - 7% of households in programme area with improvement in assets ownership index at programme completion* - 5% reduction in the prevalence of child malnutrition from the 2005 baseline 	<ul style="list-style-type: none"> - National statistics (e.g. HBS) - Poverty Surveys 	<ul style="list-style-type: none"> - Stable political, policy and macro-economic environment - Conducive monetary and fiscal policies for agricultural activities - Favourable climatic conditions
Component 1: Marketing Infrastructure and Systems			
OUTCOME 1.3 Producer empowerment and market linkages result in improved access to markets for male and female producers	<ul style="list-style-type: none"> - Number of farmers having sale contracts with buyers* - Number of farmers with increased value of traded produce* - Number of functioning warehouses/storage facilities* - Number of functioning market centres* - Marketing facilities likely to be sustainable* - Volume of produce going through WRS - Amount of loans provided to farmers through WRS 	<ul style="list-style-type: none"> - Programme progress reports - Annual reporting for all indicators, and update for first five annually after MTR 	<ul style="list-style-type: none"> - Favourable environment for agricultural development and no major trade restrictions - sufficient effective demand for agricultural commodities that can be produced in Tanzania
Component 2: Rural Finance			
OUTCOME 2.1.1: Informal grassroots associations, SACCOS and other MFIs have improved their financial and operational performance on a sustainable basis	<ul style="list-style-type: none"> - Number of informal associations transformed to MFIs - At least 50% of supported MFIs have established sustained linkages with formal FIs - Operating Self-Sufficiency of supported MFIs > 1 - Portfolio at risk (90 days +) below 5% 	<ul style="list-style-type: none"> - Quarterly reports of service providers and promotion institutions - Annual independent survey of sample MFIs 	<ul style="list-style-type: none"> - Capable service providers
OUTCOME 2.2.1: Improved access to financial services on a sustainable basis for rural small and medium scale entrepreneurs	<ul style="list-style-type: none"> - 10% reduction in population (by gender) that is excluded from access to financial services in rural areas from the 2009 baseline by programme completion* - Increase in number of farmers and SMEs obtaining loans from financial institutions - PAR (+90 days) < 5% 	<ul style="list-style-type: none"> - Finscope survey by FSDT - Programme monitoring reports - Annual reports by TIRSAL 	<ul style="list-style-type: none"> - Financial sector interested in expanding rural financial services - Rural economic activities sufficiently profitable to take and repay loans
Component 3: Programme Coordination			
OUTCOME 3 Efficient use of programme and complementary donor resources to achieve the development objective	<ul style="list-style-type: none"> - 70% of programme targets achieved in planned timeframe. - IFAD loan more than 50% disbursed at mid-term and 100% at the end of project period - Timely procurement of all goods and services 	<ul style="list-style-type: none"> - Programme progress reports. - Supervision, periodic and completion reports 	<ul style="list-style-type: none"> - Timely availability of funding from all sources